

Les théoriciens de l'impérialisme, et notamment Rosa Luxembourg, ont interprété la colonisation en terme d'impérialisme : il s'agirait donc d'un phénomène visant à la mise en dépendance économique par des monopoles de toutes les contrées et de toutes les formations sociales non seulement dans un marché mondial mais plus exactement dans un système économique mondial caractérisé par les inégalités de développement et par les inégalités de conditions de production¹. L'impérialisme serait donc ce qui permet aux pays du centre capitaliste d'intégrer les pays périphériques à la division internationale du travail. Le fondement de l'impérialisme et de la colonisation serait de ce point de vue là économique : résoudre les crises de suraccumulation et de surproduction des pays du centre capitaliste.

Or, depuis la parution en 1986 du livre d'Alfred Crosby, *Ecological Imperialism*, l'histoire de la colonisation s'est enrichie d'une histoire environnementale. Le grand mérite du livre de Crosby fut, en effet, de développer une approche du phénomène colonial en terme écologique. Il a ainsi montré que la colonisation des Amériques à partir du XVI^e siècle s'accompagnait d'une destruction des écologies locales précapitalistes. Les échanges commerciaux ont mis en circulation des animaux, des maladies et des plantes. Cette circulation que l'on désigne par le terme « d'échange colombien » vint perturber les écologies locales et conduit à la mort de dizaines de millions de personnes aux Amériques. Le grand mérite de Crosby et de l'histoire environnementale de la colonisation est d'avoir montré les aspects biologiques de celle-ci. Mais l'insistance sur les *phénomènes écologiques* se paye d'un prix élevé : l'histoire environnementale de la colonisation a tendance à laisser de côté ses *aspects économiques*. En laissant de côté la question de la production des marchandises, leur approche passe sous silence les rapports de domination économique entre les différentes parties du système-monde capitaliste. Ce faisant, ils présupposent donc l'existence « d'une histoire humaine commune, d'un *nous mondial* » pour reprendre les termes de Alf Hornborg. La difficulté est donc la suivante : soit on met l'accent sur le caractère capitaliste de la colonisation, sur le fait qu'elle permet d'intégrer les zones non capitalistes à la division internationale du travail mais on rate alors certains des traits spécifiques de la colonisation et notamment le fait qu'elle détruit les écologies locales et qu'elle conduit à mettre en place des « écologies de la faim » (Mike Davis) ; soit on met l'accent sur les aspects écologiques de la colonisation mais cela conduit à relativiser les aspects économiques ou sociaux de celle-ci : son caractère spécifiquement capitaliste et impérialiste.



À quelles conditions peut-on écrire une histoire du capitalisme qui prenne à la fois en compte ses aspects écologiques et ses aspects économiques ? De quels concepts a-t-on besoin pour écrire une histoire du capitalisme en termes économiques et écologiques ?

Cette question suppose d'envisager les aspects écologiques et les aspects économiques de l'impérialisme comme des phénomènes séparés. Cela revient donc à supposer une distinction entre la nature extérieure à l'homme d'un côté et la société de l'autre. Autrement dit, une telle question suppose l'existence de deux ordres ontologiques distincts : l'ordre de la nécessité naturelle et celui de la production sociale. Nous voudrions ici faire l'hypothèse, à la suite de Philippe Descola dans *Par delà Nature et culture*, que cette distinction n'est pas valable partout et

toujours². Nous allons essayer de montrer que cette distinction n'est pas seulement un « obstacle épistémologique » qui empêche de penser la colonisation comme un phénomène toujours à la fois social et naturel, mais qu'elle est également un opérateur idéologique de la domination européenne. L'enjeu est donc d'arriver à penser ensemble les phénomènes écologiques et économiques.

L'écologie capitaliste ou la rupture de l'échange métabolique.

L'enjeu est de parvenir à élaborer un concept qui permette d'écrire une histoire socio-écologique de la colonisation et de l'impérialisme. Cela suppose de revenir sur la distinction entre un ordre de la nature qui serait à la fois extérieur et étranger aux sociétés et un ordre de la culture qui serait spécifiquement humain. Il y a chez Marx un concept tout à fait à même de penser les relations entre les sociétés et la nature : la notion « *d'échange métabolique nature-société* ».

Bellamy Foster dans *Marx écologiste* a réhabilité cette notion marxienne. Chez Marx, l'idée de *métabolisme société-nature* désigne la manière dont les sociétés précapitalistes sont en relation avec leur environnement naturel par l'intermédiaire du travail. Le travail est le procès par lequel les sociétés humaines produisent en transformant l'environnement et donc leur condition d'existence. Dire de la relation des sociétés à la nature qu'elle est métabolique, revient à affirmer d'une part, qu'elle dépend de l'environnement donné et, d'autre part, que les sociétés transforment la nature, leur environnement et donc leur condition d'existence. Cette relation métabolique est un échange de matière (*Stoffwechsel*) entre les sociétés humaines et leur environnement. Bien que les sociétés extraient une certaine quantité de matière par l'intermédiaire du travail (les nutriments dans l'agriculture, par exemple), les matières prélevées retournent à la terre sous la forme de déchets organiques. Ce métabolisme est donc, selon Marx, la condition d'une soutenabilité de la terre : il est la base à partir de laquelle la vie peut être préservée pour les générations suivantes. Il constitue ce qui permet de penser les relations des sociétés à l'environnement par l'intermédiaire du travail sous la forme d'une circulation.

Mais, selon l'expression réhabilitée par B. Foster, le capitalisme produit une « *rupture de l'échange métabolique entre les êtres humains et la nature* ». L'exigence capitaliste de productivité et l'accroissement de la demande alimentaire des populations récemment urbanisées conduisent, en effet, à un appauvrissement rapide des sols. L'agriculture intensive capitaliste ne permet pas la restitution des nutriments à la terre dans le processus de production. En revanche, les déchets organiques ne sont plus utilisés pour enrichir les sols mais s'accumulent dans les villes et polluent l'environnement. D'un côté, les sols sont privés des nutriments qui garantissent leur fertilité ; de l'autre, les déchets ne servent plus à fertiliser les sols. L'échange de matière entre les êtres humains et la nature est donc rompu. En résumé, l'analyse marxienne montre que le développement des forces productives, qui conduit à créer de gigantesques villes, suppose l'augmentation de la productivité agricole qui conduit à la baisse de rendement des sols. Le capitalisme est donc le système économique qui épuise et finit par détruire tout autant la nature que le travail humain : il détruit les conditions écologiques de sa propre reproduction.

Pour pallier à cette baisse des rendements, les agriculteurs européens et états-uniens importent, à partir du début du XIXe siècle, des quantités colossales d'engrais naturels, depuis les pays colonisés – depuis le Pérou notamment. Autrement dit, l'épuisement des sols est compensé par l'importation sur de très longues distances d'engrais naturels tandis que les déchets produits dans les villes continuent de polluer l'environnement. Le développement de l'agriculture intensive européenne suppose donc la mise en place d'un échange écologique inégal entre les pays colonisés et les pays colonisateurs. C'est cet échange qui permet de maintenir au XIXe siècle le taux de rendement de l'agriculture européenne. Des colonies entières ont vu leurs terres, leurs ressources et leur sol spoliés pour soutenir l'industrialisation des pays colonisateurs.

C'est le grand mérite de l'ouvrage de Mike Davis, *Génocides tropicaux, Famines coloniales et catastrophes naturelles aux origines du sous-développement*, que d'avoir montré que ce même phénomène s'est produit à grande échelle pendant la colonisation de la seconde moitié du XIXe siècle.

L'économie coloniale, une écologie de la faim.

Davis élabore une histoire environnementale de la colonisation, ou plutôt une histoire environnementale du sous-développement. La thèse centrale de Davis consiste à dire que la pauvreté endémique du tiers-monde a été créée par des stratégies impériales qui tournèrent délibérément à la famine à la fin du XIXe siècle. Ainsi Davis affirme-t-il que la crise écologique sans précédent depuis 1492 qui touche une partie de la corne de l'Afrique, l'Asie du Sud-Est, la Chine, l'Inde, le Brésil (enfin toutes les régions tropicales) en 1876-1877 puis 1887-1902 a, d'une part, été organisée par les institutions coloniales et a, d'autre part, permis une nouvelle phase de l'accumulation capitaliste et de l'expansion impérialiste.

L'auteur fonde son raisonnement sur le phénomène climatique El Niño qui déclencha sécheresses et inondations simultanément au Brésil, en Chine, et en Afrique australe entre 1876 et 1902. El Niño désigne la phase chaude de l'oscillation des masses d'air et des températures sur tout le bassin Pacifique. Il s'agit donc une gigantesque composante océanique qui influe sur l'ensemble des écosystèmes et des écologies de la zone pacifique. L'œuvre de Mike Davis démontre que les sécheresses et les inondations qui ont causé des dizaines de millions de morts dans les pays dits « en voie de développement » ou « émergents » ne sont pas les produits du climat lui-même, mais de la manière dont la transformation des modes de production induite par les colonisateurs a bouleversé les écologies locales les empêchant de répondre aux aléas du climat.

L'auteur prend ainsi l'exemple de la colonie espagnole des Philippines. Les Espagnols avaient accrus la monoculture sucrière et avaient ainsi mis fin à l'autosuffisance alimentaire traditionnelle. La culture de la canne à sucre, entièrement financée par des capitaux étrangers pour l'exportation, conduisit à des déforestations de grande ampleur qui accrurent les risques d'inondations et l'assèchement des sols. La privatisation des terres produisit un prolétariat agricole – sans terre, extrêmement endetté et pratiquement réduit à l'esclavage – très sensible aux mutations saisonnières. La faiblesse des infrastructures empêcha que les ressources alimentaires ne soient acheminées vers un arrière pays victime de la déforestation et où les cultures vivrières avaient été détruites. À partir de la seconde moitié du XIXe siècle, les Philippines étaient menacées par la famine à la moindre occasion (ouragan, sécheresse, invasion de sauterelles). « *L'économie sucrière des colons se transforma inexorablement en écologie de la faim*³ ». La mono-agriculture tournée vers l'exportation est l'un des phénomènes les plus importants de la colonisation. La colonisation est donc liée à un impérialisme écologique qui bouleverse les écologies locales conduisant à un appauvrissement généralisé et à une faiblesse structurelle face aux événements climatiques.

L'intérêt du livre de Mike Davis est de montrer que l'hégémonie britannique mondiale du XIXe siècle ne repose pas seulement sur une division internationale du travail dont Londres est le centre mais qu'elle repose sur la relation entre des facteurs environnementaux exogènes et une économie politique. Autrement dit, Mike Davis intègre à la théorie de l'impérialisme de Rosa Luxembourg une dimension écologique. La thèse de Rosa Luxembourg que reprend ici Mike Davis est que le capitalisme conduit nécessairement à incorporer les sociétés extra-européennes (non capitalistes) au système-monde capitaliste par la violence. Pour le dire autrement, le marché capitaliste mondial fonctionne grâce à une politique soutenue d'accumulation primitive qui intègre progressivement toutes les parties du monde. Davis montre comment l'empire britannique a organisé et maintenu son hégémonie globale sur la base d'une réorganisation massive de l'écologie-monde.

Ce faisant il affirme que *l'origine* du sous-développement date de la seconde colonisation, c'est-à-dire de la période impérialiste de la fin du XIXe siècle. Comme l'a montré Jason Moore dans un article intitulé « *Ecological Imperialism* », cette thèse est problématique en ce qu'elle semble limiter l'expansion capitaliste à la seconde colonisation. Autrement dit, elle occulterait la première colonisation, celle du long XVIe siècle, caractérisée par l'échange colombien, par l'impact de la mono-agriculture sucrière et par la réorganisation des socio-écologies régionales autour des mines d'argent. Davis part du postulat que la rupture globale entre les centres et les périphéries capitalistes s'est créée en une fois à l'époque du capitalisme industriel. Partant, il minore le fait de la reproduction élargie du capital, le fait que l'accumulation du capital a été rejouée de nombreuses fois et toujours à une échelle plus importante.

Nous allons dès lors endosser l'hypothèse selon laquelle tenter une histoire environnementale de la colonisation

suppose non seulement de montrer comment se développe une écologie capitaliste mais suppose également de penser celle-ci sur la *longue durée*. Autrement dit, nous allons faire l'hypothèse que la « *rupture écologique* » n'apparaît pas avec le capitalisme industriel au XIXe siècle, mais qu'elle est liée à l'accumulation primitive permise par la première colonisation au XVIe siècle.

Échange inégal et écologie-monde capitaliste.

Selon cette hypothèse, la colonisation est le processus par lequel les pays capitalistes résolvent leurs crises économiques de suraccumulation et de surproduction en établissant un échange inégal. Cet échange inégal correspond à une extraction de valeur par l'instauration d'une division internationale du travail.

La colonisation correspond à la mise en place du *système-monde moderne*, pour reprendre l'expression de I. Wallerstein. Son hypothèse est que le monde moderne naît au XVe siècle au moment où les territoires agricoles d'Europe occidentale atteignent leur limite de production et alors que les États-villes de Gênes et de Venise ont accumulé des capitaux financiers colossaux. Commence alors la première phase d'expansion capitaliste. Elle est marquée par la constitution d'un marché mondial qui relie des zones géographiques jusque là faiblement connectées. C'est la période des premières conquêtes européennes et des premiers massacres de grande ampleur. Elles visent à développer les capacités agricoles d'une Europe qui a atteint ses limites de production. Les colons européens développent la culture de la canne à sucre dans les espaces colonisés. Or, ce type de culture est à la fois très lucratif et très exigeant : il épuise rapidement les sols et conduit à une expansion territoriale sans fin ; il exténue les populations qui la cultive et est donc très consommatrice en main d'œuvre. Les populations locales (que ce soit celles des îles caribéennes ou des Amériques) sont rapidement exterminées et les colons privilégient l'exploitation des esclaves africains qui ne peuvent que difficilement s'organiser et se replier à l'intérieur des terres. Esclavage et traite négrière accompagnent donc une expansion européenne fondée sur des cultures lucratives et humainement désastreuses.

Pour Moore, la colonisation et l'expansion capitalistes ne consistent donc pas seulement à intégrer les sociétés locales à une division internationale du travail mais aussi à incorporer des relations socio-écologiques variées et isolées à une écologie-monde capitaliste. La colonisation est de ce point de vue le procès par lequel les pays du centre capitaliste intègre les pays non capitalistes à une écologie-monde dans le but de résoudre les crises de surproduction et de suraccumulation. Ce faisant, il apparaît que la distinction entre des phénomènes qui relèveraient strictement du domaine économique de la production ou du domaine écologique de l'environnement est non seulement impossible mais même un obstacle pour penser l'impérialisme. L'intégration des zones non capitalistes à l'économie-monde capitaliste passe par la domestication violente des écologies locales.

La distinction nature-société, un opérateur idéologique de la domination occidentale.

Nous avons essayé de montrer que faire une histoire de la colonisation supposait de revenir sur le partage symbolique entre d'une part un règne de la nature (ou un ordre de la nécessité extérieure aux êtres humains) et d'autre part un règne de la société et de l'histoire – ordre de la production. Ce partage est bien un obstacle épistémologique. Mais, il est également un *opérateur idéologique* de la domination occidentale en ce qu'il permet de justifier l'exploitation de la nature et des travailleurs. L'hypothèse que nous voudrions ici défendre est que la distinction nature-culture permet de justifier la domination politique et économique de la colonisation en la naturalisant. La naturalisation de la hiérarchie du système-monde a pour double fonction de dissimuler son caractère économique et de légitimer la domination. Dans cette perspective, la préservation de la nature – qu'il s'agisse de la nature humaine ou de la nature extérieure à l'homme – devient l'un des arguments centraux permettant de légitimer les processus impérialistes. Ainsi en est-il dans le Rapport de la commission spéciale des forêts de Cochinchine de 1866⁴. Ce texte sert de guide de recommandation pour l'établissement de réserves forestières dans les colonies françaises d'Indochine. Il justifie donc l'expropriation des populations locales (déjà réalisées dans les faits) et leur interdit l'accès aux ressources forestières :

Ils brûlent parce que leur indolence et leur paresse s'accommodent merveilleusement de ce procédé facile de défrichement ; ils brûlent souvent sans raison, pour le seul plaisir de brûler, comme le font les enfants et les sauvages, et ce sera défendre leurs propres intérêts, contre eux-mêmes, que de mettre obstacle à leur manie insensée de destruction

La justification principale à la constitution de réserves forestières est la préservation de la nature menacée par les pratiques destructrices des populations locales. Mais, le rapport ne se limite pas à opposer les savoirs scientifiques des colons européens aux pratiques destructrices et barbares des colonisés, il essaye également d'expliquer leurs pratiques. Trois types de raisons sont avancées pour expliquer ces destructions : la première renvoie à leur paresse, ce qui justifie de les comparer à des « sauvages ». La seconde se réfère au « seul plaisir », ce qui justifie de les comparer à des enfants. Mais, c'est la troisième raison qui permet véritablement de rendre compte de leur comportement : ils sont habités par une « manie insensée de destruction ». Cette explication n'implique dans le texte, à la différence des deux autres, aucune comparaison explicite. Pourtant, le vocabulaire employé est bien celui de la psychiatrie du XIXe siècle. Autrement dit, après avoir été comparé à des enfants et à des sauvages, ils sont assimilés à des « maniaques insensés », à des aliénés, à des fous. Enfants, fous et sauvages, les peuples colonisés sont comparés aux trois figures classiques d'humain non civilisés, c'est-à-dire d'humain qui n'ont pas réalisés la nature humaine. En tant que tel, il convient de préserver la nature et de les protéger d'eux-mêmes. La domination coloniale est donc justifiée tant sur le plan symbolique que sur le plan matériel par une distinction entre ceux qui se situent du côté de la culture et ceux qui se situent du côté de la nature. Seuls les premiers sont évidemment à même de prendre en charge les seconds. La distinction nature-culture est donc bien un des opérateurs idéologiques centraux de la domination coloniale européenne.

Conclusion : décoloniser la nature.

Décoloniser la nature ce n'est certainement pas répondre à une pseudo urgence écologique qui viendrait suspendre les luttes dans les rapports de classe, de genre et de race. Décoloniser la nature ce n'est pas non plus ajouter aux luttes une quatrième dimension : celle de la préservation de la nature. Décoloniser la nature signifie, au contraire, qu'il faut renoncer au partage entre un ordre de la culture, de la société et de l'histoire et un ordre de la nature, de l'environnement, de l'écologie. Autrement dit, une écologie politique doit faire le deuil de toute politique de préservation de la nature.

Bibliographie

Aflred Crosby, *Ecological Imperialism : The Biological Expansion of Europe, 900-1900* (1986), Cambridge, Cambridge University Press, 2004.

Mike Davis, *Génocides tropicaux, Famines coloniales et catastrophes naturelles aux origines du sous-développement*, La Découverte, Paris, 2003.

Philippe Descola, *Par delà Nature et culture*, Gallimard, NRF, Paris, 2005.

Bellamy Foster, *Marx écologiste*, Édition Amsterdam, Paris, 2011.

Half Hornborg, J.R. Mc Neill, Joan Martinez-Alier, *Rethinking Environmental History, World System History and Global Environmental Change*, Rowman Altamira, 2007.

Rosa Luxembourg, *L'accumulation du capital*, in *Oeuvres IV*, t.II, Maspéro, Paris 1972.

Karl Marx, *Le Capital, Livre 1*, PUF, quadrige, Paris, 1993.

Jason W. Moore, « Ecology and Imperialism, Essay review of Late Victorian Holocausts: El Nino Famines and the Making of the Third World, by Mike Davis », *Monthly Review* 55 (1), 58-62.

Immanuel Wallerstein, *Le système du monde du XVe siècle à nos jours, Capitalisme et économie-monde, 1450-1640*, Flammarion, Paris, 1980.